

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVAUT – SAINTE – ANNE

Document déposé le

6 AVR. 2012

Sous-Préfecture

Séance du 28 Mars 2012

Nombre de membres en exercice : 15
Nombre de membres présents : 12
Nombre de membres qui ont pris part au vote : 13

Date de la convocation : 20 Mars 2012

L'an deux mil DOUZE,
Et le VINGT HUIT MARS, A dix huit heures trente , le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Samir TRIKI, Maire

PRESENTS : Samir TRIKI – Maire – Raynald BONAVENTURE — Christine ROY - Michelle LAFOND - Jean-François SAUVESTRE - Adjoint - Laurent CHRIST — Philippe MARTINET - Joëlle ANTUNES Conseillers municipaux délégués - Sébastien LEPILLER — Christine CHABOT - Benoît REDUREAU – Laurent BIERJON

Absents excusés avant donné pouvoir : - Alain DENIS -

Absents: Bruno MANGEMATIN - Nathalie BODEAU

Monsieur Jean-François SAUVESTRE a été nommé secrétaire de séance.

2012 – 01 – 07

INSTITUTION DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN :

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal :

L'article L.211-1 du code de l'urbanisme (C.U.) offre la possibilité aux communes dotées d'un POS ou d'un PLU approuvé, d'instituer un droit de préemption, sur tout ou partie des zones urbaines ou à urbaniser délimitées par ce plan.

Ce droit de préemption permet à la commune de mener une politique foncière en vue de la réalisation, dans l'intérêt général, d'actions ou d'opérations d'aménagement répondant aux objets définis à l'article L.300-1 du C.U., à l'exception de ceux visant à sauvegarder ou à mettre en valeur les espaces naturels.

Ce droit peut être exercé pour constituer des réserves foncières en vue de permettre la réalisation des dites actions ou opérations d'aménagement (L.210-1 du C.U.).

Après avoir entendu l'exposé de M. le Maire, et en avoir délibéré, le Conseil Municipal: à l'unanimité

⇒ **décide d'instituer le droit de préemption urbain** sur les secteurs suivants :

⇒ Zones urbaines : U

⇒ zones à urbaniser : AU

du Plan Local d'Urbanisme approuvé le 28.MARS 2012

⇒ **DONNE DELEGATION** à M. le Maire pour exercer, en tant que de besoin, le droit de préemption urbain conformément à l'article L.2122-22 du Code Général de Collectivités Territoriales et précise que les articles L.2122-17 et L.2122-19 sont applicables en la matière